

fiscal et que tous les contribuables soient traités équitablement.

Je voudrais exprimer les griefs du Ralliement créditiste contre le système actuel. Nous parlons de réforme, mais ce n'est pas des réformes que propose le Livre blanc, c'est la déformation de notre économie, déformation qui rendra de plus en plus difficile à nos citoyens canadiens la possibilité d'atteindre leur but dans la vie et de s'assurer un bien-être convenable dans un pays qui regorge de richesses.

Je voudrais trouver la racine du mal, déterminer les principales causes de la crise économique que nous traversons, car les augmentations de taxes et d'impôts finissent par miner la population et la rendre malheureusement malhonnête.

Plusieurs citoyens, hommes d'affaires et professionnels trahissent leur conscience pour vivre selon leur rang, parce qu'ils paient trop d'impôts et de taxes.

Pour critiquer et dénoncer le système financier actuel? Tout simplement parce qu'il ne joue pas son rôle, qui est de financer la production des biens et des services, ainsi que leur distribution équitable à toute la population et non pas seulement à une petite partie, qui s'enrichit grâce aux taxes et à l'augmentation des taux d'intérêt. C'est ainsi que de grandes institutions s'enrichissent au Canada, et les moyens que nous prenons contribuent simplement à augmenter considérablement leur avoir.

Pourquoi le système financier actuel n'accomplit-il pas son rôle? Parce que des biens publics et privés sont parfaitement réalisables, mais certainement pas grâce au système financier actuel. Plusieurs biens psychiques sont réalisables présentement, mais nous ne pouvons les développer à cause des restrictions de crédit et du taux d'intérêt exorbitant. Cette attitude retarde le progrès et paralyse encore plus l'économie, tout en la déséquilibrant davantage.

Plusieurs choses physiques restent dans le néant parce que le système financier n'en finance pas la production. Toutefois, des biens et des services nécessaires sont offerts à la population, qui ne peut se les procurer parce que le système financier ne finance pas la consommation. Cela est indéniable.

Au fait, avec quoi finance-t-on la production ou la consommation? Grâce aux moyens de paiement. Cela peut être de l'argent de métal ou de papier, de la monnaie légalisée ou des chèques tirés sur des comptes de banque. D'où ces moyens de paiement tirent-ils leur valeur? D'où le crédit financier tire-t-il sa valeur? Il tire sa valeur du crédit réel, c'est-à-dire de la capacité de production des pays. Les dollars, sous n'importe quelle forme,

[M. Latulippe.]

n'ont de la valeur que parce que les pays peuvent produire les biens et services dont leur population a besoin. La capacité de production d'un pays, c'est le crédit réel grâce auquel on espère obtenir les biens et services nécessaires au bien-être de la population.

Mais cela n'existe pas dans notre pays. Nous avons tout ce qu'il nous faut. Nous disposons de toutes les techniques voulues pour contribuer davantage au progrès et rendre les citoyens canadiens encore plus satisfaits. Toutefois, nous faisons le contraire, parce que nous ne voulons pas, pour tout l'or au monde, mettre en pratique les principaux régulateurs qui pourraient équilibrer notre économie d'une façon constante et permanente, de façon à satisfaire la population qui ne demande pas mieux que de travailler.

Le système financier actuel va à l'encontre de tout progrès. Il fait disparaître tous ces avantages et fait obstacle à la construction. Des familles complètes, nombreuses parfois, demeurent dans des maisons de deux ou trois pièces. C'est illogique dans un pays comme le Canada, qui a tout ce qu'il faut pour construire et agrandir les maisons, afin de pouvoir loger convenablement ces familles. La restriction du crédit, rendue nécessaire à cause de l'inflation, et l'augmentation du taux d'intérêt, que l'on dit satisfaisant et susceptible de régulariser notre économie, voilà autant de mesures injustifiables, car c'est exactement le contraire qui s'impose. Et si nous connaissons actuellement une hausse du coût de la vie et que nous sommes aux prises avec l'inflation, c'est justement à cause de l'augmentation sans précédent du taux d'intérêt.

• (3.20 p.m.)

Alors, c'est pourquoi on parle de production nationale, ce qui ne veut pas dire production étatisée. C'est la productivité globale qui doit assurer à chaque citoyen la possibilité de satisfaire tous ses besoins essentiels.

A qui appartient le crédit financier? Présentement, c'est à ceux qui bénéficient de l'augmentation du taux d'intérêt pour augmenter leur fortune. A la source, le crédit financier appartient à la collectivité, au même titre que le crédit réel, d'où il tire sa valeur. C'est un bien communautaire dont tous et chacun doivent bénéficier d'une façon ou d'une autre, sans restriction. Comme le crédit réel, le crédit financier est, de par sa nature même, un crédit social, c'est-à-dire un crédit basé sur la vie en société.

Est-il possible d'obtenir de l'économie générale d'un pays tout le crédit financier nécessaire pour que chaque individu puisse commander lui-même à la production les biens et les services nécessaires pour satisfaire ses besoins essentiels? Je réponds sans hésitation: Oui. Mais cela n'est pas possible dans le